

Les Echos du PNDP/

N°024 # 2ème Trimestre 2020

The National Community-Driven Development Program's Bilingual Quarterly Magazine

www.pndp.org





A hot line © B557 For all your Worries and grievances



NCU, PONT DRAGAGES, ENTRY OF UNESCO & PNUD
P.O.Box: 660 Yaounde-Cameroon • Tel. +237 222 213 664 • Fax: +237 222 213 663 - Email: pndp@pndp.org • Website: www.pndp.org





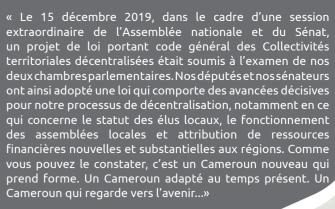












Extrait du message du chef de l'Etat à la nation, le 31 décembre 2019.





Joseph Dion Ngute Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Alamine Ousmane Mey Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT)



Paul Tasong Ministre Délégué auprès du MINEPAT chargé de la Planification



Jean Tchoffo Secrétaire Général du MINEPAT

LES ECHOS DU PNDP

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Marie Madeleine Noa

RÉDACTEUR-EN-CHEF

Jacques Messi

COMITÉ ÉDITORIAL

Alphonse Boyogueno, Georges Nkami, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Frédéric Bandon, Peter Elangwe.

EQUIPE DE RÉDACTION

Paul Charlot Elomo, Thomas Ongon Stéphan Kapto, Bella Mbappou, Jean Francis Belibi, Charles Joël Tsiri, Louise Nsana, Ludovic Amara, Yvette Bikélé Mbassi, Dickson Agbortogo, Michèle Arielle Egbe, Rachel, Njoya

ADAMAOUA

Nana Maadjou, Bernard Oumarou Sali Sorèle Bessong.

CENTRE

Rostand Embolo, Willy Azebaze.

EST

Claudine Ashetkuemun. Elysée Olinga Ateba.

EXTRÊME-NORD

Antoine Degem, Delor Mbang Atangane, Joël Maman

LITTORAL

Bruno Daniel Nkandjo, Babouma Ngo Baya Sophie, Rita Diba.

NORD

Ousmaïla Mohamadou, Casimir Tekela.

NORD-OUEST

René Bertrand Nguoko, Pascal Kolo, Glory Ngum Tekum, Geraldine Shu Manka

OUEST

Boniface Megouo, Dupleix Sakam, Eric Vincent Fomo.

SUD

Florent Hugues Bessala, Elisabeth Nzuno.

SUD-OUEST

Atenchong David Nkem, Alexandre Atangana.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Monica Nkodo

TRADUCTION

Michèle Arielle Egbe, Emile Nanga, Dickson Agbotogo.

MAQUETTE & MISE EN PAGE

Lordric Kako

IMPRESSION Sopecam

TIRAGE 5000 exemplaires

ABONNEMENTS

CELLULE NATIONALE

DE COORDINATION B.P.: 660 Yaoundé-Cameroun Tél.: +237 222 213 664 Fax: +237 222 213 663

E-mail: pndp@pndp.org Site web: www.pndp.org

ACTUALITÉS

Covid-19 Le PNDP sur le front de la riposte Satisfaction totale

PARTENAIRES EN BREF

09 Covid-19

11 millions d'euros d'aide de l'AFD pour contenir la pandémie

Secteur de la banane

L'UE prolonge la durée de mise en œuvre des Mesures d'accompagnement

ESPACE MINEPAT

NOSO

Le gouvernement mobilise plus de 8 milliards pour la reconstruction

DOSSIER

Décentralisation L'incontournable voie de développement

Legal Framework

The necessary foundation

Luc Messi Atangana

Un technocrate

à l'Hôtel de ville de Yaoundé

Paul Achombang Tembeng

The civil engineer at the heart of the city

Jean Marie Dimbele Sodea

Bertoua aux mains d'un enseignant

Le médecin qui va diriger Ebolowa

Ousmaïla Mohamadou

L'acteur du développement local

Victor Nkele Ngoh

Kumba city council

Andrew Motanga Monjimba

In his city

Dr Sali Babani

L'historien de Maroua

NOUVELLES DES RÉGIONS

46 Batouri
Les pénuries d'eau reculent

Bray V Amina prudence n'est plus

lois d'orientations de 2004, ayant fixé

le cadre de mise en œuvre dudit pro-

cessus. Que d'obstacles surmontés

par les pouvoirs publics pour traduire

en actes, la volonté du président de la

République, qui répondait alors à une

aspiration légitime exprimée par ses

compatriotes! Il convient de le rele-

ver, la volonté politique de faire avan-

cer significativement le processus de

décentralisation et de développement

local n'a jamais manqué. Toutefois, son

implémentation pouvait-elle suivre le

rythme qu'aurait voulu lui imprimer

son promoteur ? Difficile de répondre

par l'affirmative, tant de nombreux

obstacles se sont dressés sur le che-

min. Toujours est-il qu'avec la promul-

gation de la loi du 24 décembre 2019

portant Code général des Collectivi-

tés Territoriales Décentralisées (CTD)

un nouveau tournant est désormais

amorcé dans l'évolution du processus

de décentralisation au Cameroun, tra-

duisant ainsi le rythme de croisière

L'odyssée se poursuit

Par Marie Madeleine Nga



sur les deux premières phases et sur la troisième en cours, a permis avec les movens disponibles d'améliorer les services sociaux de base. pour les populations et communautés bénéficiaires, chaque ouvrage est une bouffée d'oxygène et un pas franchi vers le bien-être.

Dans la même dynamique, d'autres

axes d'accompagnement des comqu'entend aujourd'hui lui donner le munes par le PNDP ont contribué à poprésident de la République, Son Excelser les jalons d'une gouvernance locale lence Monsieur Paul BIYA. efficace, avec notamment l'appui à Ce nouveau mais Ô combien important l'amélioration de la gestion comptable virage, le PNDP entend l'aborder, dans et financière, à travers l'utilisation du la conscience aigüe de l'immensité des progiciel Sim ba vulgarisé dans toutes défis à relever face à la nouvelle donne. les communes ; l'appui à la maitrise fort des nombreux acquis obtenus dedes investissements réalisés dans les puis sa mise en place en 2004. En effet, communes nonobstant la source de le travail abattu sur les deux premières financement, à travers la vulgarisaphases (2004-2009 et 2010-2015) et tion dans les communes du Progiciel sur la troisième en cours, débutée en d'Aide au Développement Participatif (PROADP); ou encore l'implémenta-2016, a permis dans la limite des enveloppes allouées: (i) d'assurer l'élaboration du Guichet Performance contrition dans les communes du Plan Combuant fortement à l'évaluation de la munal de Développement (PCD) qui performance des communes dans les au fil du temps, constitue désormais domaines de la gestion budgétaire le cadre fédérateur par excellence, du et comptable, de la gouvernance / transparence et de l'appropriation de pilotage du développement à l'échelle la démarche du PNDP. Difficile non locale pour l'ensemble des acteurs de terrain (MINDDEVEL, MINFI, FEICOM, plus de ne pas relever l'appui apporté PNDP, GIZ, etc), y compris pour l'élaboaux communes dans le cadre d'autres ration et la mise en œuvre du Budget activités telles que l'opération Haute d'investissement Public, dans le souci Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) de l'arrimage au budget-programme ayant permis d'apporter aux comet(ii) de contribuer à l'amélioration des munes un outil de lutte contre le déservices sociaux de base, par la réalisasœuvrement des jeunes dans la région de l'Extrême-Nord, l'opération REDD+ tion d'ouvrages communautaires, qui bien qu'ils ne peuvent à eux seuls réayant contribué dans les communes soudre entièrement la problématique ciblées, à la mise en œuvre d'actions des conditions de vie des populations, de lutte contre la déforestation et la représentent pour les populations et dégradation des sols, l'opérations Radios Communautaires avant contribué à la promotion de la redevabilité dans les communes à travers l'information de proximité à destination des populations locales et enfin, l'innovation de la mise en place d'un Volet Agropastoral, se fondant sur une nouvelle approche de planification territoriale basée sur les départements et orientée vers les bassins de production des filières agropastorales.

En sus de ces différents axes, le PNDP

a également, à travers l'appui apporté

au recrutement dans les communes, de

cadres de développement, financiers et chargés des communaux, contribué à enrichir la réflexion dédiée à la fonction publique locale envisagée dans le cadre de la décentralisation, voire à en poser les jalons. La pertinence de l'apport de ces nouveaux cadres s'est d'ailleurs manifestée à travers la promotion d'un important effectif dans leur sein, à des postes plus élevés de responsabilités dans les communautés tels que receveurs municipaux, secrétaires généraux, etc. Dans l'ensemble, cet accompagnement constant et justifié par le renouvellement périodique de l'exécutif communal – dont les 374 nouveaux visages vous sont présentés dans le dossier de cette livraison des Echos - a permis d'améliorer le renforcement de la maitrise d'ouvrage par les communes, partant du processus de maturation des projets à leur pérennisation, en passant par leur réalisation (notamment en ce qui concerne les infrastructures sur le terrain). Alors qu'il ne s'agit là que de quelques axes spécifiques d'un déploiement qui donne aujourd'hui au Programme d'être l'un des bras séculiers de l'Etat, dans le champ de la décentralisation et du développement local, ainsi que d'avoir une expérience et une connaissance profonde des communes et des communautés à la base. Il y'a toutefois lieu de s'interroger quant aux perspectives, à la lumière du nouveau Code général des collectivités territoriales décentralisées : faut-il refaire la roue et roder de nouveaux mécanismes et/ ou process, ou alors s'appuver sur 16 années d'activités concrètes ayant généré des résultats et acquis substantiels, en ajustant les mécanismes existants aux mutations qu'induit la nouvelle loi ? La réponse objective à cette question se trouve en réalité dans le processus de pérennisation des acquis du PNDP, initié depuis 2014 par le Gouvernement.





The Odyssey continues

By Marie Madeleine Nga

ameroon has been implementing the decentralization process for more than 20 years following the promulgation on January 18th, 1996 of the constitutional law, in line with which the 2004 orientation laws were inscribed having set the framework for the implementation of the said process. What obstacles were overcome by the public authorities to translate into action the will of the President of the Republic, who then responded to a legitimate aspiration expressed by his compatriots? It should be noted that the political will to significantly advance the process of decentralization and local development has never failed. However, could its implementation keep pace with its promoter? It is hard to say yes, so many obstacles have stood in the way. In any case, with the promulgation of the law of December 24th, 2019 on the General Code of Decentralized Territorial Collectivities (CTD), a new turning point has now begun in the evolution of the decentralization process in Cameroon, thus reflecting the cruising speed that the President of the Republic, His Excellency Mr. Paul BIYA, intends to give

This new but so important shift that the PNDP intends to tackle in the acute awareness of the immensity of the challenges to be taken up in the face of the new situation, with the many aains obtained since its establishment in 2004. Indeed, the work carried out in the first two phases (2004-2009 and 2010-2015) and in the third one presently in progress which started in 2016 made it possible within the limits of the allocated envelopes: (i) to ensure the development of the councils according to the Development Communal Plan (DCP) which overtime now constitutes the unifying framework per excellence for the management of development at the local level for all the actors in the field (MINDEVVEL, MINFI, FEICOM, PNDP, GIZ, etc.), including the preparation and implementation of the Public Investment Budget, with the aim of linking it to the program budget and (ii) to contribute to the improvement of basic social services by carrying out community works, which although they alone cannot fully resolve the problem of the living conditions of the populations and represent for the beneficiary populations and communities a breath of fresh air and a further step towards In the same dynamic, other axes of support for councils by the PNDP have helped to lay the groundwork for

... The work carried out in the first two phases and in the third one presently in progress, made it possible, within the limits of allocated envelopes to contributes to the improvement of basic social services for the beneficiary populations and communities, each work is a new breath of fresh air and step toward their wellbeing.

effective local governance, in particular with support for the improvement of accounting and financial management, through the use of the SIM_ba software package popularized in all councils; support for the control of investments made in the councils notwithstanding the source of funding, through the popularization in the councils of the state commitment for the financing of land Development Program (PRO-ADP); or the implementation of the Performance Window, which strongly contributes to the assessment of the performance of councils in the areas of budgetary and accounting management, governance/transparency and the appropriation of the PNDP approach. It is also difficult not to note the support provided to councils within the framework of other activities such as the High Labour Intensive Approach (HIMO), which made it possible to provide councils with a tool to fight against the idleness of young people in the Far North region, the REDD+ operation having contributed in the targeted councils to the implementation of actions to fight against deforestation and land degradation, the Community

Radio operations having contributed to the promotion of accountability in the councils through local information for local populations and finally, the innovation of the establishment of an agro pastoral component based on a new territorial planning approach based on the departments and oriented towards the production areas of agropastoral sectors.

In addition to these different axes, the PNDP has also through the support provided for the recruitment in the councils of development, financial and municipal officials, contributed to enrich the reflection dedicated to the local civil service envisaged in the decentralization framework or even to lay the groundwork for it. The relevance of the contribution of these new executives was also manifested through the promotion of a large workforce within them, to higher positions of responsibility in the communities such as council collectors, general secretaries, etc. Overall, this constant support justified by the periodic renewal of the council executive whose 374 new faces are presented to you in the 'dossier' section of this delivery of Program's quarterly magazine called "Les Echos'. This has made it possible to improve the reinforcement of the project management by the councils from the process of maturing projects to their sustainability, through their implementation particularly regard to ground infrastructure.

While these are just a few specific axes of deployment which today makes the Program one of the secular arms of the State in the field of decentralization and local development as well as to have a deep experience and knowledge of the townships and grassroots communities. However, there is a reason to wonder about the prospects in the light of the new General Code of Decentralized Territorial Collectivities: should the will be redone and new mechanisms and / or processes broken in, else rely on the past 16 years? Concrete activities that have aenerated substantial results and gains, by adjusting the existing mechanisms to changes induced by the new law? The objective answer to this question is actually found in the process of perpetuating the achievements of the PNDP, initiated since 2004 by the Government. \square

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 6 2ème Trimestre 2020 LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 7 2ème Trimestre 2020

Le PNDP sur le front de la riposte

Des mesures ont été mises en œuvre à la Cellule nationale de coordination pour barrer la voie au coronavirus.

Votre température corporelle est de 36.2 », s'entend dire le préposé à la livraison des journaux ce matin à la quérite du Programme national de développement participatif (PNDP). Cette phrase est devenue le sésame qui valide l'accès aux locaux du PNDP.

Face à la pandémie du coronavirus (COVID 19), le Programme a résolument pris à bras le corps le train de mesures gouvernementales édictées le 17 mars 2020. Sur instructions du Coordonnateur national. Marie madeleine Nga, l'ensemble des mesures barrières sont rentrées dans une phase active dans toutes les structures du Programme.

Pour accéder aux locaux du

PNDP, il faut montrer patte blanche. Comme l'indique Charles BOUBE, spécialiste en passation des marchés au PNDP, « si votre température est supérieure ou égale à 38° Celsius, vous êtes référé vers le médecin conseil du PNDP ». Ce nouveau dispositif vient compléter des actions prises dès le samedi 28 mars 2020. En effet, tout le bâtiment et les bureaux ont été aseptisés et désinfectés par une équipe de professionnels. Le train de mesures prises intègre également une série de formation et de



sensibilisation à l'attention du personnel. Le 30 mars 2020, sept groupes ont été formés par une équipe

médicale de la Clinique le Jourdain. 🗖

HIMO-PNDP

Satisfaction totale

C'est ce qui ressort de l'atelier organisé le mardi 17 mars 2020, à Yaoundé, visant à présenter les résultats de l'évaluation de l'opération à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO), mise en œuvre par le PNDP.

es résultats de cette opération, mise en œuvre par le PNDP, dans 20 communes de la région de l'Extrême-nord, illustrent à suffisance l'abondance de la moisson. On recense ainsi plus de 4000 emplois créés, autant de jeunes formés et insérés, plus d'un milliard de francs de salaires distribués aux ouvriers, des kilomètres de routes réhabilitées. des mares artificielles réalisées: et de nombreuses sessions de formation.

L'opération HIMO-PNDP s'exécute dans le cadre du Programme d'Aménagement du Territoire (PRODAT) initié par le MINEPAT, dans lequel le PNDP procède à la construction des infrastructures socioéconomiques de base, tout en veil-



lant à l'insertion socio-professionnelle des jeunes mobilisés pour la réalisation

C'est au regard des résultats très encourageants de la première phase, mise en

œuvre au départ dans 11 communes, sur fonds du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) que le PNDP a bénéficié des ressources additionnelles pour une deuxième phase. Ceci en vue de l'extension du processus à 20 autres communes de la région de l'Extrême Nord, grâce au financement du Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne pour l'Afrique.

Rendu à la fin de la phase II de l'opération financée sur FFU, les communes bénéficiaires sont dotées d'infrastructures socioéconomiques qui viennent résoudre de nombreux problèmes de développement.



Covid-19

11 millions d'euros d'aide de l'AFD pour contenir la pandémie

Ce soutien de l'Agence française de développement permettra notamment de renforcer le dépistage, le suivi des personnes contaminées et l'accueil dans les hôpitaux.

ans attendre que l'épidémie prenne de l'ampleur en Afrique, l'Agence française de développement (AFD) se mobilise pour contenir la propagation du virus.

Au Cameroun, 11 millions d'euros sont réorientés vers une réponse d'urgence contre la pandémie en collaboration avec les opérateurs déjà à l'œuvre sur le terrain. 10 millions proviennent des Contrats désendettement et de développement et 1 du programme



conjoint Santé AFD/KfW, la Banque allemande de développement.

Cette aide permettra l'acquisition de tests et d'équipements pour le Centre Pasteur et les laboratoires en région. Elle facilitera aussi la remontée des chaînes

de contamination dans les fovers de l'épidémie et permettra de mieux accompagner les personnes contaminées grâce à l'aménagement d'hôpitaux de référence pour la prise en charge des cas avérés de Covid-19 et la mise en quarantaine via l'OMS ou l'ONG Action

contre la faim. Il s'agira aussi d'améliorer les conditions d'accueil des malades dans les zones de quarantaine afin de les encourager à y rester. Les hôpitaux de référence disposeront également de lits supplémentaires et recevront le soutien des ONG Alima et Médecins du monde pour la protection du personnel soignant. Enfin, le soutien de l'AFD permettra d'acquérir des équipements de protection individuelle et du matériel (thermomètres, concentrateurs d'oxygène).□

Secteur de la banane

L'UE prolonge la durée de mise en œuvre des Mesures d'Accompagnement

Cet accord fait suite à la demande du gouvernement en direction de l'Union de prolonger la durée de mise en œuvre au-delà de la période initialement prévue.

a Délégation de l'Union européenne a répondu favorablement à la demande du gouvernement de prolonger la durée de mise en œuvre de ses «Mesures d'Accompagnement Banane» au-delà de la période initialement prévue.

Cette décision a pour but de ne pas pénaliser les acteurs et entreprises de la filière banane qui se voient affectés par l'impact de la situation sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et par les conséquences économiques de la pandémie du COVID-19.

Concrètement, les entreprises concernées disposeront jusqu'à deux ans de



plus pour achever un certain nombre d'actions engagées pour l'augmentation de la productivité des plantations et l'amélioration de la compétitivité de

Pour rappel, l'Union Européenne finance depuis 2012 des « Mesures d'Accompagnement aux pays ACP fournisseurs de Bananes (MAB) », dont le Cameroun est le premier pays bénéficiaire avec un don de 48 290 000 EUR (31,6 milliards de FCFA).

Les objectifs de ces subventions sont de contribuer à la croissance économique, à la création d'emplois décents, productifs et durables, à la réduction de la pauvreté dans les régions productrices de bananes.

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 8 2^{ème} Trimestre 2020

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 9 2ème Trimestre 2020



Le gouvernement mobilise plus de 8 milliards Fcfa pour la reconstruction

Le document du Plan Présidentiel pour la Reconstruction et le Développement (PPRD) de ces régions a été signé le 05 mai 2020 par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et le Représentant Résident du PNUD au Cameroun.



et accord de financement de plus de 8 milliards FCFA, représente la contribution initiale du ■ gouvernement camerounais à la mise en œuvre du Plan Présidentiel pour la Reconstruction et le Développement (PPRD) des régions du Nordouest et du Sud-ouest.

Le financement, qui représente les 10% du budget global, sera mis à la disposition du Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD), désigné par le gouvernement comme partenaire d'implémentation du programme. Le PPRD est axé sur trois piliers à savoir : la restauration de la cohésion sociale, la reconstruction et la réhabilitation des infrastructures de base et la redvnamisation de l'économie locale.

Selon le représentant résident du PNUD, le PPRD sera mis en œuvre dans des conditions particulières. Il faudra déployer une forte sensibilisation et des échanges avec les différents membres de la société dont les autorités traditionnelles, religieuses, les associations, les femmes et les jeunes. Jean Luc Stalon a saisi l'occasion de cette cérémonie de signature pour remercier le gouvernement du Cameroun pour son engagement et sa détermination à apporter des solutions innovantes à travers des interventions en vue de sortir les populations des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest du cercle vicieux de la pauvreté et de la

Pour le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, la cérémonie de signature

de ce mardi 05 mai marque une étape importante dans le démarrage de la mise en œuvre du PPRD. Alamine Ousmane Mey a saisi cette opportunité pour inviter tous les potentiels bailleurs de fonds à soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de cet important Programme, pour que le bien-être de tous les Camerounais en général et de ceux des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest en particulier, soit durablement amélioré.

Notons que le Plan Présidentiel pour la Reconstruction et le Développement des régions du Nord-ouest et du Sudouest qui va s'exécuter sur une période de deux ans, est une composante de la Stratégie Nationale de Développement (SND), élaborée pour une période de dix ans. 🗖

DOSSIER

Décentralisation

L'incontournable voie pour le développement

En promulguant le 18 janvier 1996 la loi née de la réforme constitutionnelle, instituant l'Etat unitaire décentralisé, le président de la République entendait ainsi donner à toutes les régions du pays des chances similaires de développement, avec pour principaux bénéficiaires, les populations locales dans le rôle d'actrices majeures



n'est pas incongru de le rappeler: leur permettant ainsi de bénéficier de

La réforme constitutionnelle du 18 Officiellement né en 2004, soit dans

décentralisé, a introduit une deuxième et de celle portant fiscalité locale.

janvier 1996, instituant l'Etat unitaire le sillage de l'adoption des lois de

iuillet 2004, le Programme National de la décentralisation au Cameroun Collectivité Territoriale Décentralisée Développement Participatif (PNDP) n'a pas commencé en janvier 2010 (CTD), d'un échelon supérieur à celui de la confirme la volonté étatique de donner avec le transfert des compétences commune à savoir : la région. Toutefois, un contenu réel à ce processus de aux communes. Elle est née entre c'est à la faveur de la promulgation des décentralisation et de tracer la voie les deux guerres mondiales, d'abord au lois de juillet 2004 portant orientation d'un développement local intégral. Cameroun britannique avec l' « Indirect de la décentralisation et fixant les C'est à ce titre que depuis cette date, Rule », système de gouvernement règles applicables aux régions et le PNDP en tant que l'un des outils pratiqué par la Grande Bretagne, qui aux communes, que le processus de opérationnels de mise en œuvre de impliquait et surtout responsabilisait les décentralisation va véritablement la politique du gouvernement en chefs traditionnels dans l'administration commencer à prendre corps, avec la matière de décentralisation et de et la gestion des affaires de la cité; puis, volonté affichée des pouvoirs publics, développement local, apporte sa au Cameroun français à partir de 1941, d'impulser le développement par partition à cette dynamique résolument lorsque furent créées les communes la base, notamment en inscrivant en marche et dont le caractère mixtes urbaines (CMU) à Yaoundé et ledit processus dans une dynamique irréversible a non seulement transparu Douala notamment. La Constitution du de mise en œuvre bien maîtrisée et lors de la promulgation le 24 décembre 02 juin 1972 par ailleurs a consacré au judicieusement encadrée, par des 2019 par le président de la République, plan juridique, la personnalité morale lois additionnelles et des textes Son Excellence Monsieur Paul Biya de de droit public conférée aux communes, réglementaires subséquents, à l'instar la loi N°024/19 du 24 décembre 2019 de la loi fixant le régime financier des portant Code Général des Collectivités l'autonomie financière, juridique et collectivités territoriales décentralisées Territoriales Décentralisées, mais surtout, a été rappelé par ses Très Hauts soins le 31 décembre 2019, dans son message à l'adresse de la nation toute entière.

Evolutions

The year 2019 will have marked a turning point in the various endowments allocated by the State.

ndeed, the Prime Minister's Local Development (MINDDEVEL). decree of February 22nd, 2019 fixing the general distribution of the General Endowment for Decentralization (DGD) increases it to 49.8 billion FCFA against 10 billion FCFA in 2018. This came to translate the will expressed by the President of the Republic to give new impetus to the ongoing process. A determination that was already marked by the creation on March 2nd, 2018 of the Ministry of Decentralization and

The resources allocated within the framework of the DGD constitute only part of those that the State grants to local communities to help them in the context of improving the living conditions of the populations.

To understand this, it is necessary to refer to the law of December 15th, 2009 on local taxation in Cameroon. This comes to define the framework for the levying of additional municipal cents (CAC)

which, as we know, constitutes the main source of income for local authorities in Cameroon. Without distinction of grade, there are also eight (8) other council taxes, such as the contribution of business licenses, property transfer rights, stamp duty and forest royalties. These concessions have enabled the councils to be real engines of local development today. Hence the stakes they raised in the last municipal elections of February 9th, 2020.

Legal framework

The necessary **foundation**

When the law of December 2019 is promulgated, the process is struggling to give satisfaction due to a legal environment no longer fully meeting its expectations.

t is obvious today that the Law on the General code of Decentralized Territorial Collectivities promulgated on December 19, 2019 by the President of the Republic has brought a facelift to the process. This indeed responded to an expectation, better still a strong demand from the actors of the process, in particular those of the decentralized territorial collectivities which considered that the laws promulgated on July 22nd, 2004 which laid the very bases of decentralization in Cameroon and that of December 15th. 2009 based on local taxation in Cameroon. Many agree today that the text of 501 articles has gone beyond expectations.

No one could have imagined that a whole book would be devoted to the status of the elected official. This takes into account not only the members of the executives, as one would have expected, but all of the elected officials. This in order to make these people full-fledged actors of local development.

The other advance inevitably concerns the financial aspect of decentralization. If new powers have been transferred to local authorities, these must be accompanied by substantial financial resources. It should be noted that in this matter, it is an important sacrifice that the State has agreed to make for these entities, in particular by agreeing to allocate 15% of its revenues to decentralized territorial collectivities, even though they demanded 10%. We can congratulate ourselves today that following the revision of the legal framework for decentralization, the following project concerned the quality of the personnel with the transformation undergone by the Training Centre for the Municipal Administration of Buea (CEFAM) which became the National School of Local Administration (NAS-



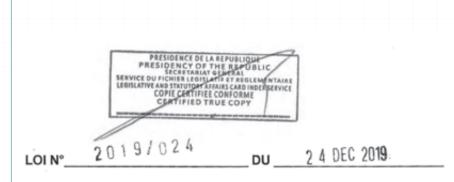
Loi sur la décentralisation

Le bond décisif

Promulgué le 24 décembre 2019, il se veut la réponse du président de la République aux aspirations des populations camerounaises à être mieux impliauées dans la gestion des affaires locales.

ne révolution ! Diraient certains. La meilleure offre de participation à la gestion des affaires locales, pourraient rétorquer d'autres. Toujours est-il que personne n'est resté insensible à la promulgation, le 24 décembre 2019, du Code général des collectivités territoriales décentralisées par le président de la République. Intervenant moins de deux mois après la clôture du Grand dialogue national qui s'est tenu au Palais des Congrès de Yaoundé, il se voulait surtout l'engagement d'un homme: Paul Biya.

A côté de cela, les lois de 2004 avaient du mal à être appliquées dès lors que certains acteurs du processus semblaient ne pas y trouver leur compte. Il en était ainsi du statut de l'élu local, de l'absence de plan de carrière pour les personnels des collectivités territoriales décentralisées et des faibles revenus dont bénéficiaient ces dernières, malgré les



PORTANT CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES

efforts consentis par l'Etat. Le Grand dialogue national tenu du 30 septembre au 4 octobre 2019 devait ainsi déboucher sur des recommandations fortes. Le texte examiné par les deux chambres du Parlement au cours d'une session extraordinaire qui a

débuté le 13 décembre 2019 se veut un vaste ensemble de plus de 500 pages réparties en six livres. Défendu par le ministre de la Décentralisation et du Développement local, Georges Elanga Obam.

Elu local

Une nouvelle page s'ouvre

e statut de l'élu local, maintes fois réclamés par les magistrats municipaux, fait l'objet de tout un livre dans le texte promulgué le 24 décembre 2019 par le président de la République. Celuici a désormais des droits. Au rang de ceux-ci, le droit à la protection dans l'exercice de son mandat. Si des indemnités étaient allouées aux élus, ils seront désormais

mieux encadrés dans la nouvelle législation, au même titre que la prise en charge de leur transport, leur déplacement, leurs obsèques. Ceux faisant partie des organes exécutifs sont plus importants et vont de la rémunération et aux indemnités à la pension en passant par le logement, les congés...

En allant au-delà des attentes des maires, à travers l'alinéa 2 de

l'article 25 de loi susmentionnée, l'Etat garantit une prise en compte plus accrue des besoins des populations à la base. La construction des écoles, des adductions d'eau, l'électrification, la santé doivent pouvoir être gérés par les populations elles-mêmes, par le biais de leurs représentants

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 12 2^{ème} Trimestre 2020 LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 13 2^{ème} Trimestre 2020

Les premiers élus

C'est un véritable bouleversement qu'est venu apporter la loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées avec la disparition du délégué du gouvernement.

eux que l'on appelait jusquelà «super-maires» détenaient leur pouvoir d'un acte de nomination du président de la République. Le nouvel environnement qu'entraîne la décentralisation est venu changer les choses. Si les Communautés urbaines continuent d'exister, leurs « patrons » allaient désormais être des élus. Il convient de relever que, malgré les diverses précisions et confirmations apportées par le ministre de la Décentralisation et du Développement local, ils étaient encore nombreux dans l'opinion camerounaise qui continuaient à avoir des doutes sur l'effectivité de l'application des dispositions y relatives dans la loi de décembre 2019.

Le ton a ainsi été donné le mardi 25 février 2020, soit le 3e mardi du genre, selon les dispositions de l'article 246 de la loi susmentionnée

pour voir les conseillers municipaux des communes d'arrondissement des villes de Bamenda, Bafoussam et Limbe qui étaient concernées. procéder à l'élection de leurs maires. Les 11 autres allaient suivre dès le mardi 3 mars 2020. Comme pour dire que c'est une ère nouvelle qui commence pour ces entités au Cameroun.



Dr. Ousmaïla MOHAMADOU laire de la ville de Garoud



Roger Victor MBASSA NDINÈ Maire de la ville de Douald



Roger TAFAM



Paul ACHOMBANG TEMBENG



Jean Marie DIMBELE SODEA



Daniel EDO'O



Emmanuel Albert NLEND Maire de la ville d'Edéa

Bobo SALIHOU

Maire de la ville de Nagoundéré





Dr Sali BABANI



Maire de la ville de Kribi



Andrew MOTANGA MONJIMBA Maire de la ville de Limbe



Frédéric NZOKI EPOH Maire de la ville de Nkonasamba



Luc Messi Atangana

Un technocrate à l'Hôtel de ville de Yaoundé

L'élu quitte le Conseil national de la décentralisation après cinq années à activer les rougges de l'autonomisation des collectivités.

nombreux candidats déclarés au poste de maire de la ville de Yaoundé avant l'élection du 3 mars 2020, personne ou très peu de personnes auraient pu imaginer que les clés de la cité-capitale allait échoir à cet administrateur civil principal hors échelle, diplômé de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM) et qui occupait les fonctions de secrétaire permanent du Conseil national de la Décentralisation (CND) depuis 2014.

Cette structure, logée dans les services du Premier ministre, qui en assure du reste la présidence. est en effet le bras séculier du processus de décentralisation qui vient de rentrer dans une nouvelle phase au Cameroun, à la faveur de la promulgation de la loi du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées.

Né le 10 septembre 1960 à Efoulan, arrondissement de Yaoundé III. Luc Messi Atangana a fait tout son cursus scolaire, universitaire et professionnel dans la capitale politique du Cameroun, sa ville d'origine. Titulaire d'une licence en droit public obtenue à l'Université de Yaoundé en 1985, il est ensuite admis à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature.

Sa carrière administrative se déroule dans les services centraux et extérieurs du ministère de la Fonction publique jusqu'au poste de délégué provincial de la Fonction publique du Centre où il est nommé en 1995. En 2003, il est appelé dans les services du Premier ministre où il occupe pendant deux ans, les fonctions de directeur des Affaires



administratives et réglementaires (Daar). En septembre 2005, il est nommé chargé de missions dans les services du Premier ministre. En 2014, il est nommé secrétaire permanent du CND, poste qu'il occupait encore au moment de son élection comme maire de Yaoundé. Conseiller municipal de son Yaoundé III natal, il est par ailleurs membre du

Conseil de la Communauté urbaine de Yaoundé depuis 2007.

Au rang de ses défis, le désordre urbain et la question de la mobilité dans la ville. Des défis que celui qui jusque-là était chargé de concevoir les voies et moyens de lutte va devoir affronter sur le terrain.

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 14

2^{ème} Trimestre 2020

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 15 2^{ème} Trimestre 2020

DOSSIER







Roger Tafam

Un **« gabelou »** à la mairie de Bafoussam

Amélioration des services sociaux, développement économique, promotion de la citoyenneté, appui à la jeunesse, sont les piliers sur lesquels sera bâtie son oeuvre.

'est désormais Roger Tafam qui tient les clés de la ville de Bafoussam. Les 126 conseillers municipaux des trois arrondissements constituant la métropole de Bafoussam, à savoir Bafoussam I, Bafoussam II et Bafoussam III, ont porté leur choix sur ce commandant des douanes.

Roger Tafam a été le seul candidat déclaré à braver les suffrages de ses pairs conseillers municipaux, le mardi 25 février 2020 dans la salle des actes de la mairie de la ville de Bafoussam, lors de la session de plein droit consacrée à l'élection du maire et de ses deux adjoints.

Ce chef de famille de 54 ans, père de trois enfants, a laissé la ville de Douala et son poste de commandant du groupement actif des douanes secteur Littoral II, pour s'installer au cœur de la cité de Bafoussam. Une ville en plein chantier et pleine d'espoir pour les populations.

Ce diplômé de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM) doit rapidement mettre au service du développement de cette cité, sa riche expérience multiforme cumulée tout au long de sa carrière. Conseiller municipal à la commune d'arrondissement de Bafoussam III et grand conseiller à la Communauté urbaine de Bafoussam au cours de la précédente mandature (2013-2019), Roger Tafam s'est démarqué en présidant quasiment toutes les séances du conseil municipal pendant cette mandature.



Roger Tafam a également présidé pendant plusieurs années le Comité de développement du groupement Bamougoum dans l'arrondissement de Bafoussam III, ce qui lui a permis d'avoir une bonne connaissance du développement local.

Sur le plan professionnel, cet officier de douanes a occupé plusieurs postes de responsabilité en effectuant le tour du pays. Une fois élu, le nouveau maire de la ville de Bafoussam a placé sonactionsurquatre principaux piliers de développement : l'amélioration de l'offre des services sociaux de base; la promotion du développement économique et la protection de l'environnement ; la promotion de la citoyenneté, la culture, les sports et l'appui à la jeunesse ; la gouvernance et l'administration locale.



Paul Achombang Tembeng

The civil engineer at the heart of the city

Coming from the ranks of the Cameroon People's Democratic Movement (CPDM) to head the 1st sub-divisional council of the city, he must work for the reconstruction of Bamenda.

e was one of the first city Mayors elected after the poll of February 9th, 2020. It was indeed on February 25th, when most of the councils throughout the National territory held their session as of right that Paul Achombang Tembeng was elected at the helm of the city of Bamenda to replace Vincent Nji Ndumu who previously held the function of Government delegate.

A simple reason for this: unlike most other councils, those attached to the Bamenda urban council proclaimed the results of the elections of February 9th before Tuesday, February 11th, 2020. Thus, it is up to this 55 year old civil engineer now business magnet to put his skills at the service of the capital of the North-West region.

A City which like most Cameroonian cities faces the same realities: the poor state of roads, urban disorder, public lighting, the supply of populations with good drinking water, etc.

To this must be added the consequences arising from the socio-political situation which has affected the North West and South West Regions since the end of 2016 and whose effects are being felt in the development of the city of Bamenda which fortunately tends to come back to life.



LES ÉCHOS DU PNDP | PAGE 16 | 2ème Trimestre 2020





Jean Marie Dimbele Sodea

Bertoua aux mains d'un enseignant

Elu le 3 mars 2020, il présente le profil idéal pour faire face aux défis auxquels cette ville est confrontée.

'est à un enseignant des lycées d'enseignement technique que les conseillers municipaux de la ville de Bertoua ont décidé de confier le destin de cette ville. Jean Marie Dimbele Sodea succède ainsi à Wouamane Mbele qui aura passé moins de deux ans à la tête de cette ville comme délégué du gouvernement.

Le nouvel élu, issu des rangs du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) prend ainsi les rênes d'une ville peuplée d'environ 200 000 âmes.

Né le 22 janvier 1964, il semble avoir le profil de l'homme pour un redressement attendu de cette collectivité territoriale décentralisée. Nanti d'une maîtrise en gestion, option comptabilité et finances, titulaire d'un Dipes II en sciences économiques, M. Dimbele a été tour à tour enseignant de terrain, surveillant général, délégué régional du ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique à l'Est et dans le Littoral. Il est chevalier de l'ordre du mérite camerounais.

Face aux électeurs du chef-lieu de la région de l'Est, il a proposé un projet de société axé sur l'aménagement des routes existantes et la création de nouvelles routes, l'éclairage public, le curage des caniveaux. Il a en outre promis l'ouverture des voies de contournement pour éviter le passage des gros porteurs en zones



urbaines, eux qui sont source de nombreux accidents de la circulation parfois mortels. La construction des ouvrages susceptibles de générer des fonds propres à la mairie, la

lutte contre le désordre urbain et l'insalubrité, la création des espaces viabilisés sont aussi au cœur de ses préoccupations.



Roger Victor Mbassa Ndinè

L'ancien SG du Minepat s'installe à Douala

Le PNDP est honoré avec l'élection de celui qui fut aussi son président du Comité national d'orientation et de pilotage entre 2005 et 2010.

embre de la première législature du Sénat camerounais (2013-2018), Roger Victor Mbassa Ndinè a vu le jour à Douala le 22 octobre 1954. Titulaire d'un doctorat en sciences économiques et d'un diplôme d'études approfondies (DEA) en économie industrielle obtenus à l'Université de Mannheim en République fédérale d'Allemagne, il est par ailleurs détenteur d'un diplôme d'expert certifié en programmation financière de l'Institut du FMI.

Il a notamment exercé comme consultant international économie, gestion et ingénierie financière, et conseiller stratégique du gouvernement du Togo (2012). De 2005 à 2010, Roger Victor Mbassa Ndinè est secrétaire général du ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, un département ministériel au sein duquel il a fait l'essentiel de sa carrière. A ce poste, il aura notamment été président du comité national d'orientation et de pilotage du PNDP.

De 2006 à 2010, il est président du Conseil d'administration d'AES-SONEL. Directeur du Cabinet FPM, spécialisé dans l'élaboration, et le suivi de la mise en œuvre des stratégies sectorielles de développement, la formulation de programmes économiques et financiers, l'élaboration de cadres de dépenses à moyen terme et de budget-programme. Un cabinet avec lequel il a notamment réalisé l'évaluation indépendante de la mise en œuvre de la stratégie pour la



croissance et l'emploi dans le cadre du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE).

En 2013, il fait partie de la première cuvée des sénateurs de cette chambre au moment de son entrée en fonction. Il y exerce durant un mandat. Le 9 février 2020, il est élu conseiller municipal de Douala 5,

avant de prendre les rênes de la capitale économique le 4 mars 2020 à l'issue d'une session de plein droit qui aura duré 48 heures. Il lui revient donc aujourd'hui de continuer l'œuvre de modernisation de la ville de Douala entamée par son prédécesseur, le Dr Fritz Ntonè Ntonè à la différence duquel, il a un mandat de cinq ans pour faire ses preuves.

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 18 2ème Trimestre 2020

DOSSIER







Daniel Edio'o

Le médecin qui va diriger Ebolowa

Lumière sur les 10 actions urgentes de celui qui va présider à la destinée de la capitale régionale du Sud.

u rang de ces priorités, la relance des travaux de construction de l'hôtel de ville et de l'hôtel municipal, l'aménagement de nouveaux espaces marchands, la réhabilitation et l'installation des feux de signalisation dans certains endroits stratégiques de la ville, l'aménagement des gares routières et la réhabilitation de l'éclairage public dans la ville. Pour y parvenir, celui qui est par ailleurs inspecteur des régies financières entend s'appuyer sur les différentes forces vives de sa municipalité. Né le 20 septembre 1970 à la maternité d'Enongal, il est conseiller municipal d'Ebolowa I depuis 2007. Spécialisé dans la médecine du travail, il a déjà fixé le cap pour mettre la capitale régionale du Sud sur orbite.

Il est par ailleurs vice-président de la section RDPC de Mvila-Centre I. Médecin du travail agréé, il exerce en clientèle privée. Entrepreneur médical et agropastoral, il est le promoteur et co-gérant de SCP CAMPREVENT, une structure qui a en charge le service médical du pipeline Tchad-Cameroun. 🗖





Emmanuel Albert Nlend

Le pharmacien d'Edéa

Faire de la ville lumière un pôle de référence sur le plan sanitaire. C'est l'ambition de départ que s'est donné ce nouvel idylle.

pour cela que le nouveau maire voit en la crise sanitaire provoquée par le coronavirus, une aubaine. « Cela nous a poussé à beaucoup plus de visibilité. La nécessité d'une urgence sanitaire », pose-t-il.

Il est né le 24 janvier 1972 à Yaoundé et commence son cursus scolaire à Paris en France avant de venir le poursuivre au collège Libermann de Douala où il obtient un BEPC en 1986. Puis retour dans le système éducatif français lorsqu'il rejoint le collège Dominique Savio de Douala où il décroche un baccalauréat série C en 1990 alors qu'il n'a que 18 ans. Retour en France où il s'inscrit à la Faculté de pharmacie de l'Université Victor Segalen de Bordeaux.

Il y passe sept ans et décroche son diplôme. En 1998, il obtient un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en pharmacie industrielle. Ce parcours en France est ponctué de nombreux stages académiques. De 1999 à 2004, il est pharmacien industriel. De 2005 à 2009, il est pharmacien responsable d'exploitation à la Société Laborex Cameroun, Agence de Yaoundé. Depuis 2009, il est propriétaire d'une officine de pharmacie dans la ville d'Edéa.

Celui qui est élu conseiller municipal RDPC de la ville d'Edéa I œuvre également dans le social. Il est ainsi fondateur de nombreuses structures sociales et scolaires. Depuis 2008, il est le représentant au Cameroun de



l'ONG française « La Cause » pour le parrainage des enfants. S'agissant de la ville dont il prend les rênes, s'il entend continuer l'œuvre de ses prédécesseurs, le Dr Emmanuel Albert Nlend va faire profiter à sa ville natale de son impressionnant carnet d'adresses. Bien plus, le Championnat d'Afrique des nations de football 2020 et la CAN 2021 que le Cameroun accueille apparaissent comme une aubaine pour cette ville, en raison des opportunités qu'elle présente. 🗖

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 20 2^{ème} Trimestre 2020 LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 21 2ème Trimestre 2020

L'acteur du développement local

Le premier des maires élus de la ville de Garoua a déjà une idée très précise des chantiers prioritaires et de la gestion de cette grande métropole.

e premier défi auguel va être confronté le maire de la ville de Garoua après son élection, est sans doute de faire mentir le dicton selon lequel : « Nul n'est prophète en son pays ». Il prend en effet les commandes de cette ville, dont l'importance n'est plus à démontrer, après avoir contribué à penser son développement à travers ses fonctions antérieures: coordonnateur régional du Programme national de développement participatif (PNDP). Qu'est-ce qui a bien amené ce médecin vétérinaire, diplômé de l'Ecole inter-Etats des sciences et médecines vétérinaires de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal vers les guestions de développement local? Sans doute, les différents projets et programmes au sein desquels il a travaillé dans son ministère de tutelle à savoir le ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales qu'il a intégré en 1999 et même celui de l'Agriculture. Mais avant cela, il a travaillé à la SO-DECOTON à Garoua et à Guider dans le département du Mayo-Louti. C'est en 2004, alors qu'il est âgé de 40 ans que ce médecin vétérinaire reioint le PNDP, à travers sa représentation régionale à Garoua. D'abord dans le département du Mayo-Louti et plus tard, en 2004, comme coordonnateur régional à Garoua. Ce revirement dans sa carrière va du reste lui donner l'opportunité de renforcer ses capacités managériales sur les questions de décentralisation. C'est ainsi qu'il va recevoir une attestation de formation à la gestion axée sur les résultats au Maroc en 2011, une attestation de formation sur le développement rural en 2017, une autre sur la gestion des



ressources humaines en 2018 et plus récemment un certificat au coaching territorial au Maroc en 2019. C'est d'ici que ce militant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais, élu conseiller municipal de la commune de Garoua II le 9 février

2020, est propulsé sur les devants de la scène en devenant maire de la ville de Garoua à l'issue d'une élection qui l'aura opposé à Aliou Pantani de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP). Il est né en 1964 au quartier Nassarao-Garoua.





Ousmaïla Mohamadou

« Les populations veulent une ville de Garoua où tout est bien planifié »

Vous êtes le nouveau Maire de la ville de Garoua, pionnier des maires élus que cette ville connaitra désormais. Pouvez-vous nous raconter comment le choix s'est porté sur vous ?

La loi N° 2019/024 du 24 Décembre 2019 portant code général des collectivités territoriales décentralisées en son article 246 alinéa 1 précise les conditions à remplir pour être maire de la ville. Il se trouve que je remplie toutes ces conditions. A cela s'ajoutent le militantisme actif dont j'ai toujours fait preuve au sein de mon parti le RDPC, mon profil universitaire et professionnel notamment les 15 ans passés au PNDP comme coordonnateur des activités de ce Programme dans la région du Nord.

Tous ces paramètres réunis, la Très Haute hiérarchie du RDPC, à qui je dis une fois de plus merci, a porté son choix sur moi pour être candidat du RDPC à l'élection du maire de la ville.

Face à moi, l'UNDP a présenté son candidat. Chacun de nous a mené sa campagne auprès des conseillers et le résultat des urnes était le suivant: sur les 100 suffrages valablement exprimés, j'ai remporté 81 contre 15 et 4 bulletins nuls.

Quel est l'état de la ville de Garoua que vous trouvez ?

La ville de Garoua en ce moment est en plein chantier notamment les chantiers de la CAN Total 2021 et ceux du Programme C2D « Capitales régionales ».



Quelles sont selon vous les attentes des populations de la ville de Garoua ?

Les attentes des populations se résument à avoir une ville de Garoua où tout est bien planifié, bien tracé, bien bâti, propre, où le vivre ensemble est davantage renforcé.

Quels sont vos chantiers prioritaires ?

L'aboutissement heureux de tous les différents chantiers cités cihaut, mais également l'hygiène et la salubrité de la ville, l'éclairage public des quartiers non encore éclairés et les appuis aux jeunes et à l'autonomisation de la femme.

Vous êtes un ancien haut responsable du PNDP. Comment pensez-vous que l'expérience du développement local acquise au Programme vous aidera dans votre mission d'élu local? L'expérience acquise au Programme sera utile à plus d'un titre. Nous pouvons citer quelques exemples : la mise en application de la chaîne PPBS et le budget programme, le suivi comptable et budgétaire à travers le logiciel SIM ba, les formations reçues notamment le leadership et l'intégrité, la gestion axée sur les résultats, les outils du coaching des territoires, mais aussi faire adopter au personnel communal les cinq principes qui ont quidé mes actions au PNDP. Il s'agit du travail bien fait, de l'esprit d'équipe, de la bonne gouvernance, de la loyauté et du respect de la hiérarchie.

Qu'attendez-vous des populations de la ville de Garoua ?

Leur adhésion aux activités qui seront menées pour combler leurs attentes.

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 22 2ème Trimestre 2020 LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 23 2ème Trimestre 2020





Guy Emmanuel Sabikanda

De la commune à la ville

Monsieur le maire prend ses nouvelles fonctions à Kribi, la ville qu'il servait déjà en qualité d'élu local. Le défi est le même : satisfaire aux besoins des populations.

e n'est pas un inconnu de la gestion municipale qui préside désormais aux destinées de la ville de Kribi. Guy Emmanuel Sabikanda, occupait jusqu'au scrutin du 9 février dernier, les fonctions de maire de Kribi II. « Il y a une différence énorme » entre la commune de Kribi II et la ville de Kribi reconnaît d'emblée le nouveau maire.

Pour autant, le maire n'est pas du tout dépaysé et a déjà les projets plein la tête pour faire de la grande cité balnéaire du Sud, une métropole de référence. « La vision est plus grande. Elle est restée la même. Il faut que les populations aient les possibilités de répondre à leurs préoccupations. Et c'est à nous d'apporter ces réponses », commence-t-il.

Même si la crise sanitaire née de la propagation du coronavirus a quelque peu obligé à des réajustements, le cap reste le même. « Le coronavirus nous a ralentis. Nous n'allons pas dormir sur nos lauriers. Je sais exactement ce que j'ai à faire. Deux choses seront mon tableau de bord : la lutte contre le désordre urbain sous toutes ses formes, l'assainissement de la ville », rassure le maire.

Né le 25 avril 1955 à Ebolowa, Guy Emmanuel Sabikanda est titulaire d'un diplôme d'études universitaires générales (DEUG) obtenu à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Yaoundé en 1980. Parmi les priorités



de celui qui a également fait carrière dans l'enseignement, l'amélioration de l'éclairage public dans la ville, la lutte contre le désordre urbain, l'introduction des taxis dans la ville de Kribi, l'aménagement des plages. Il est ainsi appelé à prendre la succession de Jacques Louis Mazo'o, dans un environnement où la ville de Kribi est appelée à devenir l'un des pôles de développement qui doit conduire le Cameroun à son émergence à l'horizon 2035.



Victor Nkele Ngoh

Kumba city council

Elected Mayor of the city, he had been the government delegate since 2009.



e remains one of the few to have survived the effects of the law of December 24, 2019 on the General Code of Decentralized Territorial Collectivities. Elected Mayor of the city he had been the government delegate since 2009.

Born on October 24th, 1960 in the city of Kumba, Mayor Nkele knows the tasks that await him in priority. He must tackle the difficult equation of urban mobility in his city, the improvement of public lighting, the supply of populations with drinking water and the thorny issue of youth employment. Holder of a Masters

in rural economy, the one who was since 2009 government delegate to the Kumba urban council is aware of the need to transform the city. "I will continue with the World Bank project, the roads, the African Development project which are seriously looking up to give Kumba a real new look..." he declared after his election.

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 24 2ème Trimestre 2020 LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 25 2ème Trimestre 2020





Andrew Motanga Monjimba

In his city

He simply changed status, one can say of the new Mayor of the city of Limbe.

Motanga ndrew Monjimba was before his election, the government delegate to the Limbe urban council. This former Mayor was born in this town, precisely in the small locality of Mokundange, on August 15th, 1959. He studied at the Mokundange primary school and continued his secondary studies at the NCC (National Comprehensive College) of Limbe. He then moved to the North West Region to complete his secondary studies at the Cameroon Protestant College (CPC-Bali) in Bamenda. After which, he obtained an Advance Level and continued his University studies in Yaoundé. He will finally leave the University of Yaounde for a vocational training center where he got training as an administrative secretary. A true globetrotter, it was in the City of Bafoussam, a City in the West Region that he began his professional сагеег.

In 2002, he was elected president of the CPDM section in the Fako division. He is the first elected Mayor of the town of Limbe II. He held this position until his appointment as government delegate to the Limbeurban council in 2009. Among the priorities of the Mayor of the City of Limbe, the continued modernization of this City which is one of the attractions of Cameroon and called upon to host international sporting events post Covid-19.





Dr Sali Babani

L'historien de Maroua

Il est le fruit d'un processus électoral qui rentrera certainement dans les annales du choix des premiers maires de villes.

e Dr Sali Babani, conseiller municipal RDPC de la commune de Maroua I, a en effet été élu au bout d'une session de plein droit qui aura duré trois jours au Cercle municipal de la ville dont il est appelé à prendre les rênes. Pour cela, il est venu à bout d'un adversaire issu des rangs du Front pour le salut national du Cameroun (FSNC). Par un score très étriqué : 2 voix de différence seulement.

Ce qui n'enlève pourtant rien au caractère démocratique qui aura prévalu lors du choix de cet homme. Né en 1972 à Djarengol dans la ville de Maroua, il fait ses études secondaires au Lycée classique de Maroua. Il s'inscrit plus tard à l'Université de Ngaoundéré, préciséement au département d'Histoire. Sa carrière professionnelle, il va la commencer comme professeur des lycées d'enseignement général avant d'être muté au ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation.

Il devient ensuite assistant à l'Université de Ngaoundéré. En 2016, il rejoint Yaoundé et le ministère de la Communication où il était encore en fonction au moment de son élection comme maire de la ville de Maroua. Toutefois, son arrivée à Yaoundé ne l'empêche pas de poursuivre ses études à l'Université de Ngaoundéré où il obtient en 2017, un doctorat en Histoire. C'est donc à cet homme âgé de 48 ans au moment de son élection qu'il reviendra de donner un nouvel élan à la modernisation de la ville de Maroua entamée par son prédécesseur, Bakary Robert.



LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 26 2ème Trimestre 2020 LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 27 2ème Trimestre 2020





Bobo Salihou

Un cran au-dessus

Ce féru de l'administration locale devient le tout premier maire de la ville de Ngaoundéré à la faveur d'une élection tenue le 3 mars dernier.



l trônait encore jusque-là à la tête de la mairie de Ngaoundéré 1er. Il devra du reste s'y faire remplacer, puisqu'ayant été réélu lors de la session de plein droit de cette municipalité. Le principe du cumul étant proscrit par la législation camerounaise. Depuis le 3 mars dernier, Bobbo Salihou a franchi un cap: il a été élu, et ce à l'unanimité des conseillers municipaux, à la tête de la mairie de la ville de Ngaoundéré, une ville qui l'a vu naître en 1965.

L'ancien maire de Ngaoundéré 1er pour le compte de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès est le premier maire élu de la ville château d'eau du Cameroun.

Titulaire d'un baccalauréat obtenu en 1987, il rentre très vite en politique, et particulièrement au sein de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) dont il est par ailleurs président de la section de Ngaoundéré et membre du Comité central.

De 1996 à 2002, il est 2^e adjoint au maire de Ngaoundéré. De 2007 à 2013, il est à la tête de la commune de Ngaoundéré I. En 2013, il est réélu maire de Ngaoundéré 1^{er}, toujours sous la bannière de l'UNDP. Depuis le 3 mars dernier, il est maire de la ville de Ngaoundéré, à la faveur de la suppression du poste de délégué du gouvernement. Son principal challenge, faire de Ngaoundéré, « une ville coquette ».



Frédéric Nzoki Epoh

L'enseignant qui veut redonner vie à **Nkongsamba**

Il entend créer une synergie d'actions avec les communes de son ressort afin d'apporter un souffle nouveau dans sa ville, notamment pour ce qui est de l'aménagement des routes.

La tâche est véritablement immense. Parce que nous avons beaucoup de défis. Nous constatons que notre communauté urbaine. à l'instar des autres est très endettée. Nous sommes en train de travailler à élarair l'assiette fiscale car notre communauté est confrontée au problème de la rareté des moyens financiers. Nous constatons également que dans notre ville il y a beaucoup d'incivisme. Nous y travaillons également. Ceci pour ramener l'ordre urbain ». Voilà ainsi brossé par lui-même, la feuille de route du nouveau maire de la ville de Nkongsamba.

Elu par 72 voix en sa faveur sur 75 votants le 3 mars dernier, celui qui était encore délégué départemental des Enseignements secondaires du Moungo, son département d'origine prend les rênes d'une ville chargée d'histoire.

Frédéric Nzoki Epoh, puisqu'il s'agit de lui, est donc le premier maire élu de la ville de Nkongsamba. Il a aussi la lourde tâche de redorer le blason de cette mythique ville, jadis l'une des plus prospères du Cameroun.

Et il compte sur le concours du PNDP. « Nous comptons sur le PNDP pour la réalisation des routes qui sont de notre ressort. Nous savons que le PNDP nous accompagne déjà avec la formation des responsables dans le cadre l'implantation et de la mise en œuvre de la décentralisation », précise-t-il.

Il ajoute : « Le PNDP nous a édifié et formé, il y a deux semaines sur le



montage d'un projet et la recherche des financements. Le PNDP est prêt à nous accompagner dans les projets qui sont les nôtres ».

Pour le reste « un accent particulier sur l'enlèvement des ordures ménagères, travailler sur les routes, en collaboration avec les maires des communes d'arrondissement. Nous voulons per-

mettre le décollage effectif de la ville de Nkongsamba, en collaboration avec les communes ». Cet ancien proviseur des lycées de Manengouba et de Melong-centre, entre autres est bien conscient que la tâche ne sera pas aisée, lui qui vient remplacer le Dr Basile Kollo, en poste comme délégué du gouvernement depuis 2009.

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 28 2ème Trimestre 2020

DOSSIER

Nouvelle carte communale

Les visages des 360 maires du Cameroun

☐ RÉGION DE L'ADAMAOUA











Maire de Banvo Faro-et-Déo





HAMADJOULDE Maire de Mayo-Baléo





Ibrahima YAYA

Maire de Galim-Tignère



Aboubakar SALIHOU

Maire de Kontcha





Maire de Ngaoui



Abbo ABOUBAKAR

















□ RÉGION DU CENTRE







Stanislas AYISSI Maire d'Elig-Mfomo





Maire de Lobo



Prosper Parfait MBASSI BESSALA



Simon Pierre EDIBA Maire d'Obala



Vincent de Paul NOAH



Jean Blaise **MESSINA NOAH**

Mbam-et-Inoubou







Zachée AMATAGANA



Michel ZINTCHE TAMOUM Maire de Deuk



NYAM à MAMBA



Ursule ETEME épse **ARROYE BETOU**







Patrice BESSOUBEL Maire de Ndikinimeki



Mme OSIANEMBOM Epse ENANGA



Mbam-et-Kim







Anne Marceline NANGO Georges Marcel MANDOH

Maire de Ntui



Maire de Yoko

LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 30 2^{ème} Trimestre 2020

LES ÉCHOS DU PNDP | PAGE 31 | 2^{ème} Trimestre 2020

Haute-Sanaga



Martin SAVOM Maire de Bibey



Isabèle Coldile ZEH **Epse ESTOUP Daniel** Maire de Lembe-Yezoum



Mme Angèle NYANGO'O Epse BIKME Maire de Mbandiock



Salomon MOUT ABALANG Maire de Minta



Romain Roland ЕТО ЕВОКО Maire de Nanga-Eboko



Esaïe Hubert KANGA Maire de Nkoteng



Beniamin DONA Maire de Nsem



Jean Marie ABOUNA Maire de Yaoundé 1er



Mfoundi





Gabriel BIHINA EFFILA Maire de Yaoundé 4



Augustin BALA Maire de Yaoundé 5



Jacques YOKI ONANA Maire de Yaoundé 6



Maire de Yaoundé 2

Augustin TAMBA Maire de Yaoundé 7

Mefou-et-Afamba



Lucas OWONA

Maire de Yaoundé 3

Marie Angèle MAYANĞA **Epse NOAH NGAH** . Maire d'Afanloum



André Remi **AKONO ALINGA** Maire d'Awae



Martin NDONGO BOUNE



Serge Dieudonné ZING Maire de Edzendouan



Maire de Mfou



ONDIGUI OWONA Maire de Nkolafamba



BIKOULA BEKONO Maire d'Olanguina



Nyong-et-Mfoumou



Pierre Georges AKAMBA ASSEMBE Maire d'Akonolinga



René BEKOLO ESSAMA Maire d'Endom



Maire de Kobdombo



DOSSIER

☐ RÉGION DU CENTRE (SUITE ET FIN)

Nyong-et-Kellé



NGUE NGUE Maire de Biyouha



Maire de Bondiock



Maire de Bot-Makak



Épse KOME Maire de Dibana



Maire d'Eséka



Jean Jacques MBOGOL III Maire de Makak





Maire de Messondo



Epse HERAUVILLE Maire de Ngog-Mapubi



MIOUMNDE Maire de Nguibassal

Nyong-et-So'o



Joseph MBARGA MBIDA Maire d'Akoeman

Martin Désiré ONANA



Bleue Régine TSOUNGUI

Epse OBAMA MBALLA

AYI ÉPSE NKAMGNA Maire de Dzeng



Dieudonné ZANG MBA OBELE Maire de Mbalmavo

Joséphine Solange

ANABA MBARGA



Alphonse ONDOA EFALA Maire d'Akono



BALA MEYENGUE Crescence Odette ÉPSE OTTOU

Mefou-et-Akono



Pierre Junior **FOUDA FOUDA**



Maire de Ngoumou

☐ RÉGION DE L'EST

Boumba-et-Ngoko



Hervé SIMOMORI II DEBINGUE Maire de Gari-Gombo



Maire de Moloundou



Maire de Salapoumbe



MPOUMBIEL Maire de Yokadouma

LES ÉCHOS DU PNDP

PAGE 32 2ème Trimestre 2020



Haut-Nyong



Charmant OYAL Maire d'Abong-Mbang



Alliance Flore SEGLANG ÉPSE DANG MEKOK Maire d'Anaossas



Jean Yves BAK Maire d'Atok



Yves TOKAMBOU NTEME Maire de Dimako



Honoré KOUME



ÉPSE MPANS Maire de Doumé



Gérard LOMIE MABIA Maire de Lomié



Frédéric FOUDA FOUDA Maire de Mboma



Richard ZENGLE NTOUH



Serges Alfred NKOUOK



David Bachelard KEYO Maire de Messok



Alex MIMBANG Maire de Nguelemendouka



Wilfried NKPWALLA Maire de Ngoyla

Lom-et-Djerem



Félix Jean Paul NDJANKOUM Maire de Somaloma



Auberlin MBELESSA D'ABOU Maire de Batouri

Emmanuel GBANGA



Maire de Kentzou

Achille MPOUOL

Maire de Mbang



Olivier CROMWELL BEMBELL D'IPACK Maire de Bertoua 1º



Luc Emmanuel **APANDE APANDE**



Maire de Bertoua 2º



Nicolas BABA



Alain Wilfried MENGANAS





Alexis GABELA Maire de Nguelebok Maire de Ndelele



Djoni KASSALA





☐ RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD

Diamaré



AHMADOU OUSMANOU Maire de Bogo





Adama MANA Hamadou HAMIDOU





Haminou SADOU Maire de Maroua 3



Hamawa WASSILI Maire de Meri



Abdoulaye SIDDI



Bouba HAMADOU Maire de Pette

Mayo Sava



Seiny BOUKAR LAMINE Maire de Kolofata



Abba BOUKAR Maire de Mora



Boukar TIKIRE Maire de Tokombere

Logone-et-Chari



Mahamat ABDOULKARIM Maire de Blanaoua

Maire de Kousseri



Ali RAMAT Maire de Darak



Ramat MOUSSA Maire de Fotokol



Maire de Goulfey



Maire de Hile-Alifa













Maire de Zina

Mayo-Danay



Jean Claude KARMO



André DJAFSIA



Alphonse VILDAMA Maire de Guere



Alphonse ROUPOUTANGOU



Bachir ADOGAÏ



Jean Emmanuel GOGOBELE Maire de Kalfou



Raymond DANRA Maire de Kar-Hay



Ibrahim BOUKAR Maire de Maga



Gilbert DOSSEMBE Maire de Tchatibali



Pierre LIRAWA Maire de Yagoua

Mayo-Tsanaga



TCHIKOUA Maire de Bourha

Mayo-Kani



Hamadou MAHMOUD Maire de Hina



Ndjidda TAKOUDAMA



Vohod DEGUIME Maire de Mokolo



TOUBAKBE



Colbert BINWE Maire de Dziguilao



Adji AHMADOU BOUBA Maire de Guidiauis



Jean NKRUMAH Maire de Kaele



Ndjidda VAGAI



Maire de Mogode



Maire de Moulvoudaye





Boukar MEDJEWEH Maire de Mogozo



Jean MBIDI

Maire de Moutourwa



Maire de Touloum



☐ RÉGION DU LITTORAL

Nkam



Dieudonné BETAMBOU



Serge Alexis LOMBAT DIBACK Maire de Nkondjock



Jean Mirabeau EBAH Maire de Yabassi



Lovet Laurent BANENGUI Maire de Yingui

Moungo



Lisette NKOUE Maire de Baré-Bakem



Maire de Bonaléa



Justin BEJEDI NDAME Maire de Dibombari



Épse MANON Maire d'Eboné



Guy Mesmin KUATE WAMBO Maire de Loum



Téclaire EKOSSO Maire de Manjo



Hermine ENDALE Épse EDJAKE Maire de Mbanga



Jean KUETE Maire de Melong



Janvier KUNDE Maire de Mombo



El Hadj OUMAROU Maire de Nkongsamba 1er



Patrick SAMEN Maire de Nkonasamba 2



Yvonne EYIDI Née EBODIAM Maire de Nkongsamba 3



Paul Eric KINGUE Maire de Penja



Maire de Douala 2

Wouri

Jean Jacques

LENGUE MALAPA Maire de Douala 16





Hervé Edouard MOBY MPAH Maire de Douala 4



Maire de Douala 5



Sanaga-Maritime



Manfred NJECACAL Maire de Dibamba



Ildevert MINKA WANDA Maire de Dizangue



Bernard MISSINGA



Jean MBEI NJE



Robert BATOUM BATOUM Maire de Massock



René BATOUM



Pierre Honoré EBWEA Maire de Mouanko



Maire de Ngambè



Maire de Ngwei



René Bertrand PAGLAN NOUGA Maire de Nyanon



Dorothée NGO MBOUA Épse NYODOG Maire de Pouma

☐ RÉGION DU NORD



Babba HAMAYERO Maire de Beka



Sadou YAOUBA Maire de Poli



Mana MESSINGUE Maire de Figuil

Mayo-Rey



Mayo-Louti

Younoussa BOUBA Maire de Guider



Boubakari DJIDDA



Marie DJENABOU MAFING Maire de Madingring



Dewa MOHAMAN Maire de Rey-Bouba



Lawan AOUDOU



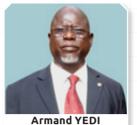
Célestin YANDAL Maire de Touboro

☐ RÉGION DU NORD (SUITE ET FIN)

Bénoué



SOUAÏBOU Maire de Baschéo



Maire de Bibemi



Maire de Dembo



Alioum GARGA Maire de Garoua 1er



OUMAROU Maire de Garoua 2



Maire de Garoua 3



Oumarou ABDOURAHMANOU Maire de Gaschiga



Maire de Lagdo



Aboubakar AHMADOU Maire de Mayo-Hourna



Ahmadou AHIWA Maire de Ngong



Ousmanou AMAN SA'ALY Maire de Pitoc



Mamadou SANDA Maire de Touroua

□ NORTH WEST REGION

NKWAI Godlove NKANYA Mayor of Ako Council

UBANGOH Helly

MANYELLE

Mayor of Andek Council



NFORKEMBA Mayor of Misaje Council



BORNO Mayor of Ndu Council



NFOR Musa SHEY Mayor of Nkambe Council



NGANSAH Mayor of Nwa Council



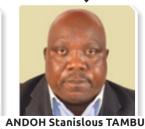
Donga Mantung



ACHA Kennedy NGU Mayor of Batibo Council



Mayor of Mbengwi Council



Mayor of Njikwa Council Mayor of Widikum-Boffe Council

□ NORTH WEST REGION (SUITE)



NGUM Jerome NJIOH Mayor of Elak Oku Council



WIRNGO Buba KIBO Mayor of Jakiri Council



MBORONG Venasius BONGKIYUNG Mayor of Kumbo Council



BANBOYE William SEWONG Mayor of Mbiame Council



NCHANJI NDI Germanus Mayor of Nkor Council

Menchum



IHIMBRU Solomon KUDI Mayor of Benakuma Council



DANJUMA Fidelis SONCHA Mayor of Furu Awa Council



DIGHAMBONG Anthony MVO Mayor of Wum Council



NJAH Titus NDONGKEH Mayor of Zhoa Council

Boyo



NGONG Innocent **ANKIAMBOM** Mayor of Belo Council



GWE Philip CHIA Mayor of Fonfuka Council



Denis AWOH NDANG Mayor of Fundong Council



YONG Samuel LOH Mayor of Njinikom Council

Ngo-Ketunjia



NGWANKONGOH Lawrence Mayor of Bafut Council



CHENWI Peter Mayor of Bamenda 2 Council





SAMKIE Elvis FONGU Cletus TANWE **GAHNYAM II** Mayor of Bamenda 3 Council Mayor of Santa Council



Joachim METOH MBAH Mayor of Babessi Council



TANJONG Martin MESONGHONG Mayor of Tubah Council



Mayor of Ndop Council

BUMLANGMI Theophile

GAHGWANYIN

Mayor of Balikumbat Council



☐ RÉGION DE L'OUEST

Bamboutos



Gisèle TSANGUE



Pierre TCHINDA



TSHOUONGANG Maire de Galim



WADJI Maire de Mbouda

Noun



Adamou MOUMBEN Hermine Patricia TOMAINO Maire de Bangourain



EPSE NDAM NJOYA



Inoussa NJOYA Maire de Foumbot



Ousmanou NJOYA Maire de Kouoptamo



Ibrahim KOUTAPTOU Maire de Koutaba



Dieudonné MBOUEN Maire de Maaba



Ibrahim NDAPEYOUENE Maire de Malentouen



Maire de Massanaam



Adamou NJIFEN Maire de Njimom

Ndé



Maire de Bangangté

Frédéric DJEUHON



Dieudonné BANKOUE



KEMLEU TCHABGOU Maire de Dschang



Menoua

Adrienne Paule DEMENOU TAPAMO



Maire de Fongo-Tongo



David NDONGMO Maire de Nkong Zem



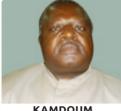
TSIAZE FOZANG Maire de Penka-Michel



Maire de Santchou



Dieudonné KAMDEM Maire de Baham



KAMDOUM Maire de Bamendiou



Paul SIKAPIN Maire de Banaou



David FOMBU Maire de Batié





Maire de Bandja



Charles EMEDEC Maire de Bakou

Mifi



Joseph Clovis NGUESSIEUK Maire de Banka



Anne NJONKAM

Maire de Bafana

Charles KAMENI Maire de Banwa



Maire de Bana

Maire de Kekem



Cyrille NGNANG Maire de Bafoussam 1er



Levis Dieudonné KEGNI KOUT Maire de Bafoussam 2

Dja-et-Lobo



Daniel NDEFONKOU Maire de Bafoussam 3

□ RÉGION DU SUD



Léopold Hyacinthe NOUETSA Maire de Bayangam



Maire de Demdena



Maire de Pète-Bandjoun



André SSI ZANGA

Jean Daniel AKONO

Maire de Meyomessi

Jean Faustin BEKONO

Maire de Sangmélima

Vincent FOUMANE NGANE

Maire de Dioum



Christian

MEBIAME MFOU'OU

Maire de Meyomessala

Paul Aristide BOMBA

Mvila



Joseph Liboire ANGONO Maire de Biwong-Bane



Samuel EBIA NDONGO Maire de Biwona-Bulu



Joël Emmanuel **BITOUMOU**



André Thomas **BENGON** Maire d'Ebolowa 2



Richard **EBALE ADJOMO**



Jeanne ESSIAN Maire de Mengong



Épse BEKONO



Thomas MINSILI EBA Maire de Mvangan



Albert Anicet AKOA Maire de Ngoulemakong



Joseph ALOU'OU ZE Maire d'Oveng

Vallée-du-Ntem



Maire d'Amban



Maire de Kye-Ossi



Remy ABESSOLO MENYE Maire de Ma'an



Maire de Olamze

Océan



Elizabeth MEKA Maire d'Akom 2



Maire de Bipindi



Robert Olivier IPOUA Maire de Campo



Maire de Kribi 1



Maire de Kribi 2



Vendelin NKOA Maire de Lokoundie



Félicien René MBALLA Maire de Lolodorf



Théodore AMBASSA Maire de Mvengue



Marthe EDANDE Maire de Niete

□ SOUTH WEST REGION



ESEMBE Moses ESEMBE Mayor of Kumba 1 Council





Mayor of Kumba 3 Council





DOSSIER



Samuel MEME MEME



NEBARE Victor MOTUBE



NANJI Kenneth ENE



ETONGE Efange EDEM



Magdaline PONDY



ABOKO Patrick ANKO Council

Lebialem



EDONDE Cornelius ETIM Council



EKENUE Samuel OSANG Mayor of Mundemba Council



BETANA Ferdinand Mayor of Toko Council



METSATENDEM



Mayor of Menji Council



Israël NEMBU KETU



Mayor of Akwaya Council



ITA Jacques AYAMBA Mayor of Eyumodjock Council



EKUNGWE Christopher Mayor of Bangem Council



TONG George ENOW



Rose NGASSA Mayor of Tombel Council

Fako



Tabechong Robertson Ashu ETCHU Joseph EYONG Mayor of Mamfe Council





NAMANGE





Florence Mbwaye Eposi Mayor of Limbe 1 Council



NGALE Daniel Mayor of Limbe 2 Council



Mayor of Limbe 3 Council

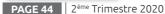
LES ÉCHOS DU PNDP



Mayor of Muyuka Council



Chief Peter IKOME MESOSO





L'ingénieur Mankongo, nouveau coordonnateur régional

'homme qui prend les commandes de la cellule régionale du Programme national de développement participatif (PNDP) de l'Extrême-Nord s'appelle Mankongo. C'est un ingénieur général en agriculture, précédemment assistant au chef de cellule de la formation et du développement des capacités à la Cellule nationale de coordination du PNDP à Yaoundé. Il remplace Antoine Degem muté à Garoua dans le Nord toujours comme coordonnateur de la cellule régionale. La cérémonie de passation de service qui s'est déroulée au pas de course, le vendredi 06 mars 2020 dans les locaux du PNDP à Maroua, était coprésidée par Marouf Oumar, délégué régional du MINEPAT de l'Extrême-Nord, tutelle du PNDP et Charles Boubé Matcha, responsable passation des marchés, représentant de Marie Madeleine Nga, Coordonnateur national du PNDP. Mankongo n'est pas nouveau dans la maison puisqu'il y a déjà servi de 2007 à 2018 en qualité de formateur.



Nord

Antoine Degem de retour



e Coordonnateur entrant, Antoine Degem Wewala, ingénieur de génie civil, a exercé à la cellule du Nord depuis sa création en 2004. Il a tour à tour servi comme Cadre chargé des communes (2004-2009), puis des Infrastructures (2009-2016). Date à laquelle il est promu comme Coordonnateur Régional du PNDP à l'Extrême-Nord, jusqu'au mois de mars 2020. Le Coordonnateur régional sortant, OUSMAILA MOHAMADOU, Docteur vétérinaire, tient le gouvernail de cette cellule depuis 2004. Ce dernier est le nouveau maire de la ville de Garoua.

Antoine Degem, Coordonnateur régional entrant, s'est dit ému par cette affectation qui traduit la confiance de madame le Coordonnateur national. Il a promis de poursuivre avec la dynamique des résultats enclenchée par son prédécesseur, tout en s'engageant à veiller continuellement au respect des cinq valeurs fondamentales du PNDP.

Batouri

Les pénuries d'eau reculent

e PNDP n'a pas oublié la question cruciale d'approvisionnement en eau potable. La commune de Batouri est confrontée au problème de disponibilité régulière d'eau potable. Une réponse a été apportée à ce sujet avec la construction d'un puits équipé de pompe à motricité humaine (PMH) à Mama, par le PNDP. Ce qui va réduire non seulement les différentes pénuries observées, mais les maladies liées à la mauvaise qualité d'eau, qui constituent près de 30% des cas d'hospitalisation des enfants de 0 à 5 ans.

La réception provisoire de ces infrastructures, que ce soit pour les salles de classes ou des points d'eau, a eu lieu le 04 février 2020, en présence du Cadre chargé des infrastructures, représentant le Coordonnateur régional du PNDP et du Délégué départemental de l'Eau et de l'Energie de la Kadev entres autres.



LES ÉCHOS DU PNDP PAGE 45 2ème Trimestre 2020



Adamaoua

Bray V Amina prudence n'est plus

La regrettée occupait les fonctions de secrétaire de direction de la cellule régionale du PNDP dans l'Adamaoua au moment de son décès le 21 février dernier.

ray V Amina a tiré sa révérence alors qu'elle officiait en tant que secrétaire assistante de direction au sein de cette cellule. Agée de 42 ans, cette dame originaire des régions de l'Extrême-Nord (par son père) et du Sud-Ouest (par sa mère), laisse un grand vide derrière elle. « Ce n'est pas facile de se séparer d'une personne avec qui on a travaillé pendant longtemps. Pour nous ses proches, il nous est très difficile d'accepter sa disparition », confie un de ses collègues, encore sous le coup de l'émotion.

Née le 14 octobre en 1978 à Ngaoundéré, Bray V Amina prudence a fait son parcours primaire et secondaire dans la région Sud-Ouest. Après un passage dans plusieurs institutions, elle arrive à la cellule régionale du Pndp Adamaoua en 2005 où elle a travaillé en tant que secrétaire de direction, jusqu'à sa mort le 21 février dernier.



Sud

Pie Emmanuel Belibi lâche définitivement l'embrayage



'homme qui quitte ainsi la scène est une figure de proue du volant au PNDP. Il fait partie des chauffeurs considérés comme des doyens ayant ıvu naître le Programme.

Le natif de Zamengoué, dans le département de la Lékié, région du Centre, intègre le PNDP le 01 août 2003, alors qu'on en est encore au stade de la préparation qui aboutira au lancement de la première phase en décembre 2004. Il servira pendant plus d'une décennie à la Cellule nationale de coordination du PNDP à Yaoundé, avant d'être muté, le 20 février 2018, dans la région du Sud. Lors de la célébration des 10 ans du PNDP en 2014, il confiait qu' « aujourd'hui, la route est comme une droque pour moi. Quand je ne suis pas sur les routes, c'est comme si je suis malade ». Et de fait, Pie Emmanuel avait rarement le temps d'être malade, l'appel toujours pressant du terrain, ne laissant que très peu de place à la méforme. Il laisse une épouse et des enfants éplorés, une famille professionnelle sous le choc.



« LE PNDP CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT LOCAL À TRAVERS »

31 en cours d'élaboration, recommandés depuis 2012 comme outil d'identification des projets de développement local, y compris du BIP.

Guichet EquitéRéalisation d'infrastructures socio-économiques, renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage pour toutes les communes du Cameroun.

360 Plans Communaux de Développement pour les communes, soit 329 disponibles et

Guichet Performance

Mise en compétition des communes, débouchant sur l'octroi d'une prime aux trois communes les plus performantes, pour la mise en oeuvre des microprojets.

PDPP

Renforcement de la dignité des populations autochtones vulnérables BBBB par des appuis spécifiques en matière de citoyenneté et dialogue intercommunautaire, de santé, d'éducation, d'agriculture.

Solutions endogènes

Accroissement de la dynamique communautaire de l'engagement citoyen à la base.

REDD+

Contribution aux efforts de lutte contre les changements climatiques et à la finalisation de la stratégie nationale REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts).

HIMO

Opération à Haute Intensité de Main d'oeuvre, pour la réalisation des infrastructures sociales, le développement de l'économie locale et l'insertion socio-économique des jeunes.

Radios Communautaires

Appui à la création des radios au profit des communes et réhabilitation de plusieurs radios existantes, pour renforcer la participation citoyenne.

Volet agropastoral

Amélioration de la croissance agricole en activant l'accès aux marchés et aux dérivés productifs pour les populations.

Progiciel SIM ba

Informatisation et modernisation de la gestion budgétaire et comptable des communes, pour contribuer à l'amélioration de la transparence et la gouvernance locale.

Progiciel Pro - ADP

Outil de gestion de la base de données des communes relatives aux investissements y réalisés, en vue de renforcer le processus de prise de décision.

ASGIRAP: Composante 1

Mise en place et animation des instances de concertation autour des ressources agropastorales au niveau communal et villageois, en vue de réduire les conflits.

Evaluation de la satisfaction des populations bénéficiaires, sur la qualité de la fourniture de services dans les communes, notamment en matière d'hydraulique, d'éducation, de santé et services communaux.

Mécanisme de gestion des plaintes

SCORECARD

Un numéro vert 8567 disponible pour collecter toutes les doléances et les plaintes adressées au PNDP.



Programme National de Développement Participatif





